

Evaluation du produit intérieur brut de Saint-Pierre-et-Miquelon en 2008

Le PIB par habitant en valeur de Saint-Pierre-et-Miquelon, qui compte un peu plus de 6 000 habitants, s'établit à environ 28 300 euros en 2008 contre 26 073 euros en 2004. Il est inférieur de 6,7 % à la moyenne nationale mais supérieur de 5,7 % au niveau observé en province. En revanche, le PIB par habitant dépasse celui des provinces canadiennes Ile-du-Prince-Edouard et Nouvelle-Ecosse, mais est devenu inférieur à celui de la province de Terre-Neuve-et-Labrador dont le niveau de vie s'est considérablement amélioré depuis 2004 sous l'effet de la hausse des revenus pétroliers. La croissance en valeur de l'archipel (+ 1,6 % en moyenne par an entre 2004 et 2008) a été tirée par les administrations publiques, la contribution des entreprises étant négative. Le secteur tertiaire reste largement prépondérant (84 % de la valeur ajoutée) et les services administrés représentent presque la moitié de la valeur ajoutée totale. L'administration, le commerce et la construction concentrent, comme en 2004, un peu plus des deux tiers de la valeur ajoutée en 2008.

UNE FAIBLE CROISSANCE ET UNE LÉGÈRE BAISSÉ DU POUVOIR D'ACHAT DES MÉNAGES DE 2004 À 2008

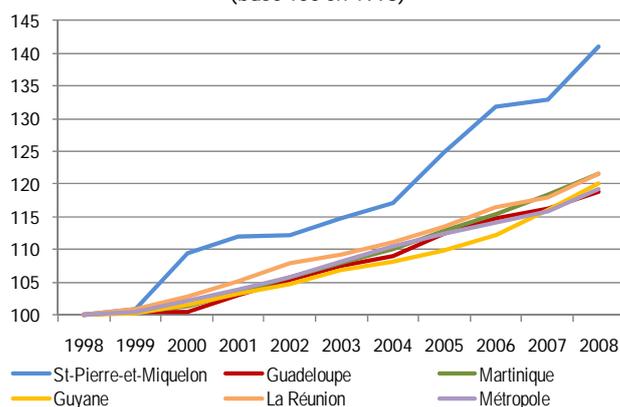
Le PIB de Saint-Pierre-et-Miquelon est évalué à 172 millions d'euros pour l'année 2008. Deux approches, l'une par la production qui agrège les valeurs ajoutées, l'autre par les revenus que la création de valeur ajoutée permet de distribuer, convergent vers ce montant. De 2004 à 2008, il a augmenté de près de 11 millions d'euros. Le taux de croissance en valeur est de 6,7 % sur l'ensemble de la période, soit un rythme de 1,6 % par an en moyenne.

La croissance en valeur de l'archipel est tirée essentiellement par les administrations publiques mais affaiblie par les entreprises. La contribution des premières est de 9,9 points de croissance, celle des secondes de -5,3 points.

Cette évolution inclut cependant la croissance des prix de la valeur ajoutée, qu'il n'est pas possible d'évaluer, ni d'approximer par la hausse des prix à la consommation. Celle-ci n'est pas représentative de la croissance des prix des biens et services produits sur l'archipel en raison de la forte proportion de biens importés dans la consommation des ménages.

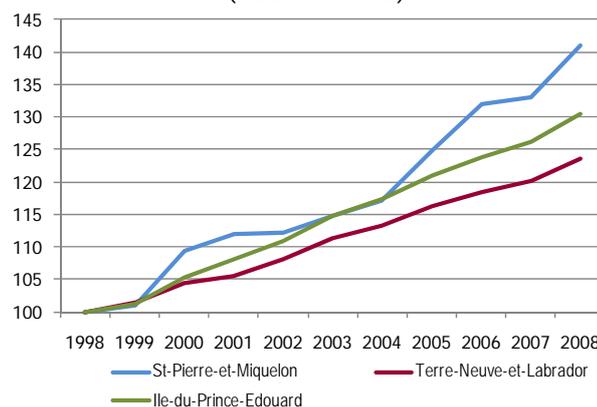
La hausse des prix à la consommation, de 20,5 % sur l'ensemble de la période, permet en revanche d'apprécier l'évolution du pouvoir d'achat des ménages. La dépréciation de 3,7 % de l'euro par rapport au dollar canadien de 2004 à 2008 a renchéri les produits importés du Canada et a notamment contribué à cette évolution des prix à la consommation. En rythme annuel, leur hausse est en moyenne de 4,8 % tandis que le revenu fiscal moyen a augmenté de 4,1 % par an. Le pouvoir d'achat des ménages a donc légèrement diminué de 0,7 % par an de 2004 à 2008.

Indice des prix à la consommation
(base 100 en 1998)



Source : INSEE

Indice des prix à la consommation
(base 100 en 1998)



Source : Newfoundland and Labrador Statistics Agency

UN PIB PAR HABITANT ÉLEVÉ ET UN FAIBLE PIB PAR EMPLOI

Le PIB par habitant en valeur s'établit à environ 28 300 euros en 2008. Il est inférieur de 6,7 % à la moyenne nationale tirée par l'Île-de-France, mais supérieur de 5,7 % au niveau observé en province. Il se situe au niveau des régions Alsace et Provence-Alpes-Côte-d'Azur. De même, il dépasse très nettement le PIB par habitant des provinces canadiennes Île-du-Prince-Édouard et Nouvelle-Écosse, respectivement de 32 % et 20 %, malgré une importante réduction de l'écart entre les années 2004 et 2008. En revanche, il est inférieur de 27 % en 2008 au PIB par habitant de Terre-Neuve-et-Labrador qui a bénéficié de revenus pétroliers, alors qu'il lui était encore supérieur de 12 % en 2004.

Ce surplus de richesse par habitant, en comparaison de bien des régions françaises et de certaines provinces canadiennes, ne traduit pas nécessairement un pouvoir d'achat des ménages supérieur à Saint-Pierre-et-Miquelon, d'autant qu'il s'est légèrement érodé comme il a déjà été souligné. Dans les régions françaises ultramarines, le surcoût de transport et l'étroitesse d'un marché local, de ce fait moins concurrentiel, entraînent un niveau de prix plus élevé de 12 % à la Réunion en 2010 et jusqu'à 20 % en Guyane¹. Compte tenu de l'évolution des indices de prix depuis 1998 dans l'archipel, dans les DOM et en métropole, il est vraisemblable que l'écart avec la métropole est bien supérieur à 20 % à Saint-Pierre-et-Miquelon. Même dans l'hypothèse d'un écart minimal identique à celui de la Réunion, l'avantage en termes de PIB par habitant serait plus que compensé par le niveau des prix.

On ne peut connaître le niveau des prix dans les provinces du Canada et en déduire une comparaison du pouvoir d'achat des ménages. Toutefois, la hausse observée depuis 1998 à Terre-Neuve-et-Labrador et à l'Île-du-Prince-Édouard, quoiqu'un peu plus soutenue que dans les DOM, se révèle là encore plus faible qu'à Saint-Pierre-et-Miquelon.

Si le PIB par habitant est représentatif de la richesse créée à répartir dans la population, le PIB par emploi caractérise la richesse créée en moyenne par chacun de ses contributeurs. De ce point de vue, le positionnement de Saint-Pierre-et-Miquelon est bien moins favorable. Le PIB par emploi, d'un montant légèrement en deçà de 60 000 euros en 2008, est inférieur de 20 % à la moyenne nationale, de 12 % à la moyenne en province et de 4 % à celle des régions antillaises et réunionnaises². Il est en revanche quasiment au niveau des régions Limousin et Basse-Normandie.

Année 2008 en % de la moyenne nationale	PIB par emploi	PIB par habitant
Saint-Pierre-et-Miquelon	-19,6	-6,7
Guadeloupe (*)	-16,6	-35,0
Martinique	-14,9	-29,4
Guyane	-29,9	-54,6
La Réunion	-16,2	-40,1
Basse-Normandie	-18,4	-19,2
Limousin	-18,9	-20,0
Province	-9,1	-11,8

Source : INSEE ; calculs de l'IEDOM pour le PIB par emploi

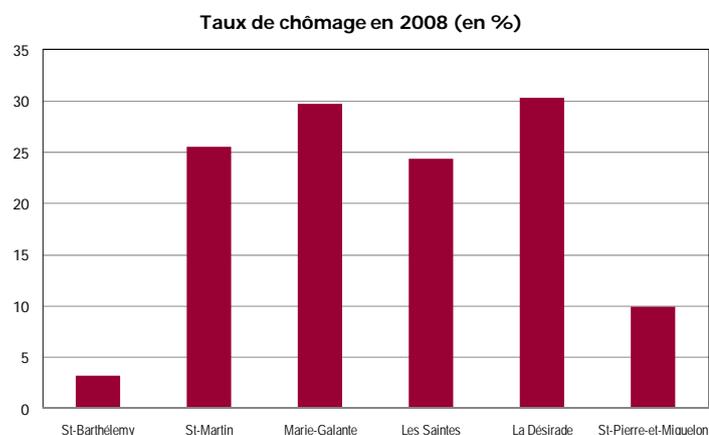
(*) Le PIB par habitant et par emploi de la Guadeloupe intègre Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

PIB par habitant en 2008	En euros	En % de SPM
Saint-Pierre-et-Miquelon	28 327	
Terre-Neuve-et-Labrador	38 990	37,6
Nouvelle-Écosse	23 621	-16,6
Île-du-Prince-Édouard	21 531	-24,0

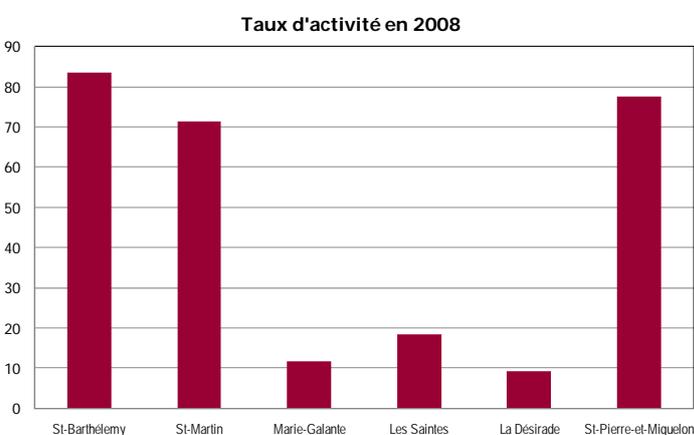
Source : Newfoundland and Labrador Statistics Agency ; calculs de l'IEDOM

UNE PETITE ÉCONOMIE INSULAIRE À TAUX DE CHÔMAGE RELATIVEMENT LIMITÉ

Ce faible PIB par emploi traduit une économie de l'archipel plutôt riche en postes de travail, ce qui permet de contenir le taux de chômage³ à 9,9 % en 2008 tout en maintenant un taux d'activité⁴ élevé.



Source : INSEE, recensement



Source : INSEE, recensement

¹ Economie de la Réunion, n° 137, INSEE Réunion, décembre 2010.

² Le PIB des régions ultramarines est estimé à partir de son niveau de 2007 et du taux de croissance des comptes économiques rapides de 2008.

³ Dans cette étude, le taux de chômage est celui du recensement, généralement supérieur à celui défini par le Bureau International du Travail, dont le champ est plus restrictif.

⁴ Le taux d'activité rapporte le nombre d'actifs, ayant un emploi et chômeurs, à la population en âge de travailler.

Au regard d'autres petites économies insulaires dont la faible taille démographique et la géographie restreignent nécessairement les offres d'emploi, ce taux de chômage est relativement limité. Il est bien supérieur pour les îles de l'archipel guadeloupéen, à l'exception de Saint-Barthélemy qui bénéficie de l'essor d'un tourisme de luxe. Pourtant, Saint-Pierre-et-Miquelon est une destination moins touristique que la plupart de ces îles et son économie ne profite pas autant des emplois liés à ce secteur d'activité.

Ce niveau de chômage ne tient pas à un retrait du marché de l'emploi des habitants de Saint-Pierre-et-Miquelon en âge de travailler. Leur taux d'activité de 77,5 % en 2008 est plus élevé qu'ailleurs, à l'exception de Saint-Barthélemy.

Cette situation plutôt favorable de l'archipel en termes de taux d'activité demeure si on le compare aux régions à faible PIB par emploi que sont le Limousin et la Basse-Normandie. En outre, la part de la population âgée de 15 à 64 ans, donc en âge de travailler, est plus forte à Saint-Pierre-et-Miquelon que dans ces régions. En d'autres termes, la population n'ayant pas d'emploi, également destinataire de la richesse créée, est proportionnellement plus réduite dans l'archipel. Ses caractéristiques socio-économiques et démographiques expliquent la concomitance d'un faible PIB par emploi et d'un PIB par habitant élevé à Saint-Pierre-et-Miquelon.

Année 2008	PIB par emploi	Taux de chômage	Taux d'activité	Part des 15-64 ans	PIB par habitant
Saint-Pierre-et-Miquelon	59 930	9,9	77,5	67,1	28 327
Guadeloupe (*)	62 139	29,0	67,0	64,7	19 751
Martinique	63 401	25,3	68,4	65,4	21 434
Guyane	52 270	30,1	61,2	61,0	13 780
La Réunion	62 439	32,9	65,2	66,1	18 187
Basse-Normandie	60 781	10,4	71,1	63,1	24 536
Limousin	60 456	9,2	70,5	62,2	24 296
Province	67 756	11,2	70,9	64,3	26 770
France	74 518	11,6	71,6	65,0	30 366

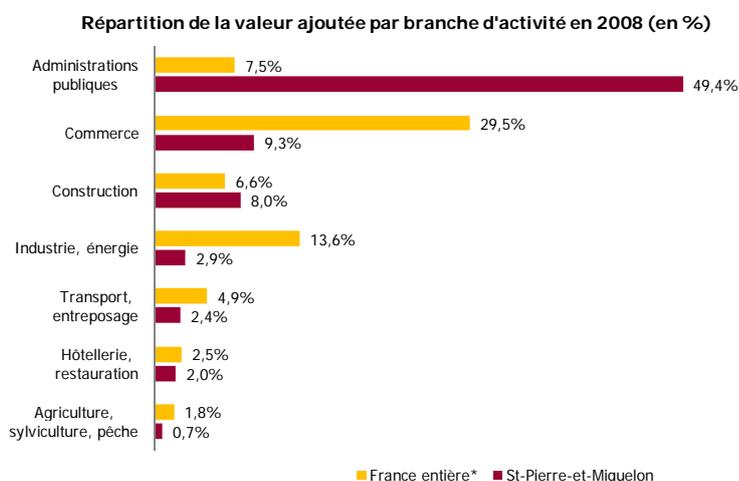
Source : INSEE ; calculs de l'IEDOM pour le PIB par emploi

(*) Le PIB par habitant et par emploi de la Guadeloupe intègre Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

UN POIDS TRÈS IMPORTANT DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Le taux d'activité élevé et le taux de chômage plutôt modéré pour une petite économie insulaire résultent dans une large mesure de la forte présence des administrations publiques à Saint-Pierre-et-Miquelon. Les rémunérations de leurs agents représentent quasiment la moitié de la valeur ajoutée créée sur l'archipel et elles concentrent 44 % des emplois. L'ensemble des services administrés qui incluent les personnels des secteurs de l'éducation, de la santé et de l'action sociale représentent 208 emplois pour 1 000 habitants, soit le ratio de loin le plus élevé parmi les petites îles.

Au total, à Saint-Pierre-et-Miquelon, le secteur tertiaire représente 84 % de la valeur ajoutée totale en 2008 (contre 78 % pour la France entière –au sens du territoire économique– la même année). Les secteurs « Agriculture, sylviculture, pêche » et « Industrie, énergie » ne créent respectivement que 0,7 % et 3 % de la valeur ajoutée. L'administration, le commerce et la construction concentrent un peu plus des deux tiers de la valeur ajoutée en 2008. Si on exclut les services administrés, seule la contribution du secteur de la construction est plus élevée dans l'archipel par rapport à la France entière (8 % de la valeur ajoutée totale contre 6,6 % pour la France entière).

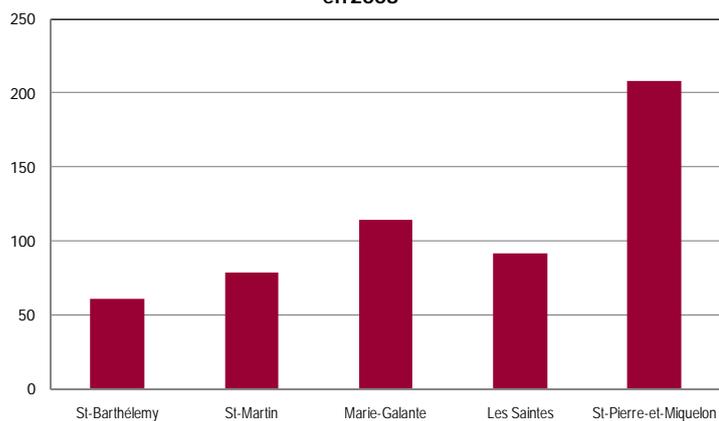


Source : IEDOM, INSEE

* France entière au sens du territoire économique

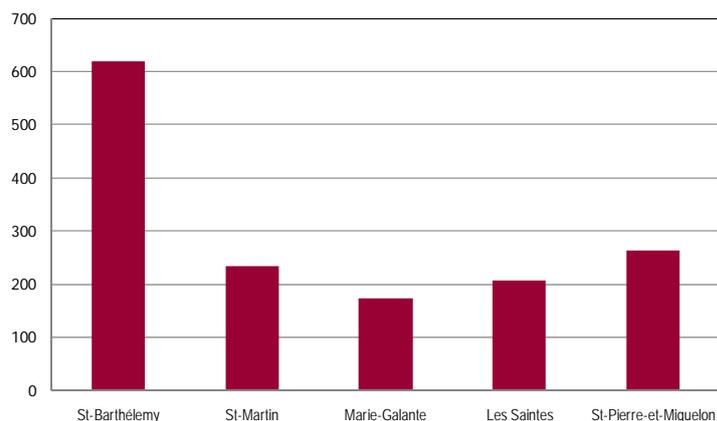
Dans les secteurs d'activité autres que les services administrés, le nombre d'emplois par habitant se révèle plutôt supérieur à la moyenne observée pour ces petites îles, malgré la faible activité touristique, si l'on excepte Saint-Barthélemy.

Nombre d'emplois par habitant dans les services administrés en 2008



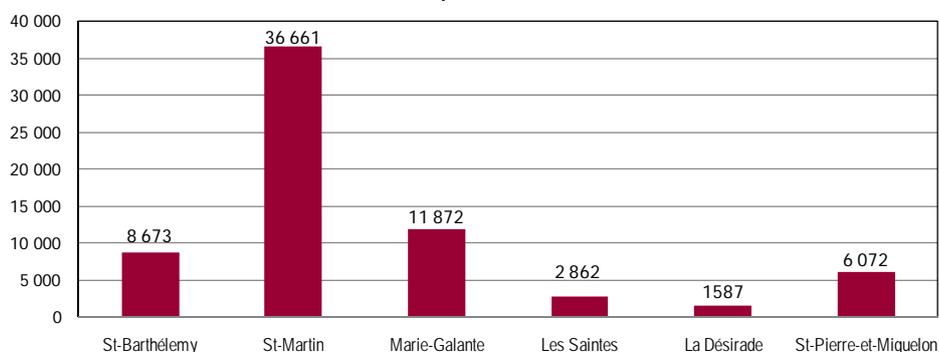
Source : INSEE, recensement

Nombre d'emplois par habitant hors services administrés



Source : INSEE, recensement

Population en 2008



Source : INSEE, recensement